

Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine¹

Les événements qui se sont déroulés au Moyen-Orient depuis que fut créé l'an dernier l'Etat d'Israël sont de nature à ébranler deux grandes illusions de la part du prolétariat international : 1) l'illusion que l'impérialisme a subi une défaite à la suite de la fondation d'un nouvel Etat indépendant au cours d'une lutte anti-impérialiste ; 2) l'illusion que l'existence de l'Etat d'Israël exerce une influence progressive sur la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier des pays arabes du Moyen-Orient.

Rôle de l'impérialisme dans l'établissement de l'Etat d'Israël

Il est important d'expliquer à chaque socialiste dans le monde que l'Etat d'Israël n'aurait jamais pu être fondé sans l'aide de l'impérialisme anglo-américain. La délégation des Etats-Unis à l'O. N. U. a influencé et corrompu un certain nombre de délégations de petits Etats, tels Haïti, les Philippines et autres ; le gouvernement américain a permis le ravitaillement d'Israël en argent et en équipement, notamment le paiement en dollars des armes achetées en Tchécoslovaquie ; il a reconnu le nouvel Etat quelques heures après sa création. Quant à l'armée britannique, elle a permis que la route vers Jérusalem soit ouverte par la conquête et l'évacuation des villages arabes le long de cette route (le 2 mars 1948, les troupes britanniques se sont jointes à la Hagana — l'armée juive clandestine — pour faire sauter un blockhaus arabe à Bal al Wad ; au début d'avril, elles ne sont pas intervenues quand les actions militaires se déclenchèrent le long de la route ; le 6 avril, les Britanniques amenèrent eux-mêmes des trains de ravitaillement dans la ville etc...) ; elle est allée à la rescousse des colonies juives de Dan et de Kfar Szold en Haute-Galilée le 9 janvier. Si tous ces événements ne s'étaient pas produits et, surtout, si le premier armistice imposé par l'O. N. U. en juin 1948 n'avait pas sauvé la partie juive de Jérusalem de la famine et de l'effondrement militaire, l'Etat d'Israël n'aurait pas pu exister.

L'impérialisme anglo-américain avait pour but de créer un facteur qui jouerait dans tout le Moyen-Orient le même rôle que celui joué par le sionisme depuis trente ans en Palestine : le rôle d'un abcès de fixation où se concentre la haine chauvine, pour que les aspirations révolutionnaires des masses arabes du Moyen-Orient soient déviées des voies anti-impérialistes dans les voies raciales et religieuses. Comme les rapports de force (ou plutôt les rapports d'impuissance) entre Arabes et Juifs ont été modifiés par le développement au cours de l'année écoulée, et comme il fallait arrêter la montée du mouvement ouvrier dans tout le Moyen-Orient, la création d'un nouvel équilibre entre un Etat juif et les Etats arabes qui l'entourent était opportune.

Ces considérations seules expliquent la politique hésitante du gouvernement américain. Le 9 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'O. N. U. vota une résolution en faveur du partage de la Palestine et de la création d'un Etat juif. Le signal était donné. Le lendemain, la lutte armée éclata en Palestine entre Juifs et Arabes. Mais il semble qu'à cette étape initiale, le plan ne fut point réalisé comme prévu dans la plupart des pays arabes. Des démonstrations y eurent lieu, dirigées principalement contre les sociétés et les établissements étrangers (et également contre l'U. R. S. S. qui avait voté en faveur du partage ; les bureaux du P. C. à Damas furent détruits). C'est seulement la présence d'une domination britannique directe qui réussit, par endroits, à diriger les émeutes contre la minorité juive : dans la colonie britannique d'Aden, des manifestants protestant contre le partage de la Palestine tuèrent 75 Juifs et en blessèrent un grand nombre.

La lutte armée entre Juifs et Arabes au début de 1948 démontra clairement qu'à l'échelle palestinienne, les Juifs possédaient une supériorité militaire, non seulement en raison de la structure féodale de la société arabe en général, mais également parce que la direction réactionnaire arabe avait délibérément empêché la croissance de tout mouvement de masse pareil à celui de 1936-39, par peur de la classe ouvrière qui s'était constituée au cours de la seconde guerre mondiale. La question décisive qui se posa alors était de savoir si les gouvernements arabes des pays voisins interviendraient ou non. Le 12 janvier 1948, des sources diplomatiques britanniques à Londres confirmèrent des rapports selon lesquels la Grande-Bretagne ravitaillait l'Egypte, l'Irak et la Transjordanie en armes, « en exécution de ses engagements d'assistance ». Néanmoins, le désir et la capacité d'invasion de la Palestine de la part de ces gouvernements restèrent douteux. Ils avaient besoin d'un nouvel encouragement. Celui-ci se produisit en mars 1948, sous la forme d'une déclaration américaine abandonnant le plan de partage et se prononçant en faveur de la mise en tutelle de la Palestine. Cette déclaration, ainsi que l'incapacité notoire de l'appareil de l'O. N. U. à imposer ses propres décisions amenèrent les gouvernements des classes dominantes du Moyen-Orient à agir pour devenir les seuls agents de l'impérialisme anglo-américain au Moyen-Orient, sans partager cette agence impérialiste avec la direction sioniste. Mais quand, au cours de l'invasion, la Légion Arabe de Transjordanie au lendemain du 15 mai, menaça de saisir la partie juive de Jérusalem, et quand l'armée égyptienne arriva près des colonies méridionales juives, aux portes de Tel-Aviv, l'impérialisme imposa le premier armistice afin de donner aux Juifs un délai suffisant pour organiser leur armée, importer des armes et ravitailler Jérusalem. Cet armistice n'avait nullement pour but de donner aux Juifs la possibilité d'une victoire militaire décisive mais la création d'un équilibre des forces favorable aux manœuvres impérialistes. C'est pourquoi des officiers britanniques continuèrent à acheter des armes dans plusieurs pays de l'Europe occidentale. En fonction des nécessités du maintien d'un équilibre des forces, d'autres armistices furent imposés, dont le dernier en date est celui au moment où les forces israéliennes entrèrent en territoire égyptien et menacèrent d'annihiler toutes les forces

1 Source : numéros 48 et 49 de [Quatrième Internationale](#), octobre-novembre et décembre 1949, sous la signature « S. Munir ».

égyptiennes en Palestine, ce qui aurait produit des répercussions sociales sérieuses en Egypte. Entre temps, la question des réfugiés arabes était créée. Jointe aux querelles relatives au tracé des frontières, elle maintient suffisamment de tension entre l'Etat d'Israël et les pays arabes, pour que la diplomatie américaine puisse pour le moment « pacifier » le Moyen-Orient en imposant les « armistices permanents » conclus dans l'île de Rhodes.

Nouvelle phase d'impérialisme économique

Cependant, la création de l'Etat d'Israël en tant qu'abcès de fixation de l'indignation des masses arabes du Moyen-Orient, qui sont ainsi détournées d'objectifs anti-impérialistes, n'a pas été le seul avantage que l'impérialisme anglo-américain a obtenu à la suite de la guerre palestinienne et de l'établissement du nouvel équilibre des forces. Un sous-produit important des événements de l'an passé a été l'épuisement en ressources et en réserves de presque tous les gouvernements du Moyen-Orient. Pendant la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie arabe dans tout le Moyen-Orient et spécialement en Egypte s'était considérablement renforcée et avait accumulé des richesses, provenant de la prospérité engendrée par la guerre ; sa capacité de pression sur l'impérialisme britannique se trouvait ainsi renforcée. L'accord sterling que la Grande-Bretagne conclut avec l'Egypte avait dû être « très généreux » de la part des Britanniques (comme [The Economist](#) s'exprima à ce sujet). L'Egypte put se permettre le luxe d'abandonner la zone sterling, et la Syrie la zone franc. Des tendances économiques générales, et les nouvelles importations faisant concurrence aux produits des nouvelles industries locales furent un élément décisif pour mettre fin au boom créé par la guerre mondiale ; mais la guerre palestinienne joua un rôle important pour déséquilibrer les finances gouvernementales et dilapider les ressources nationales.

Les fonds de réserve du gouvernement *égyptien* s'élevaient à la fin de l'année fiscale 1946-47 à quelque 70 millions de livres égyptiennes. Des milieux financiers estiment les dépenses de la guerre palestinienne, payées par le fonds de réserve, à quelque 30 millions de livres. En outre, 8 millions de livres de dépenses militaires extraordinaires furent votés par le Parlement égyptien en avril 1949. Si l'on y joint les dépenses du soi-disant « plan quinquennal », soit 10 millions de livres par année, le fonds de réserve se trouve diminué des 6/7, c'est-à-dire qu'il est réduit à 10 millions de livres.

On n'a pas publié de chiffres concernant les dépenses de l'Irak pendant la guerre palestinienne, mais le déficit du budget pour 1948-49 se monte, par suite de celle-ci, à 15 millions de dinars iraqi (livres sterling), alors que tout le budget ne s'élève pas à plus de 25 millions dont 10 de dépenses militaires ordinaires. La guerre provoqua en Irak une crise financière qui « menace le pays de chaos économique », comme le déclare l'*Arab News Agency*. Les réserves de la Syrie étaient déjà épuisées avant 1949. Pour l'année fiscale 1949-50, le budget syrien s'éleva à 129 millions de livres syriennes (environ 14,3 millions de livres sterling). Les dépenses militaires y étaient fixées à 39,1 millions, sans compter 15 millions pour la sécurité militaire. Après le coup d'Etat du nouveau dictateur², le budget militaire fut élevé à la somme fantastique de 70 millions de livres soit plus de la moitié du budget total et 65 % du budget total si l'on y inclut les dépenses pour la sécurité intérieure. Le Liban lui aussi, augmenta ses dépenses militaires de façon considérable. Mais la guerre lui imposa comme poids le plus important les frais d'entretien des réfugiés arabes de Palestine, qui absorbèrent plus de la moitié du budget libanais. Les chiffres officiels relatifs au coût de la Légion Arabe *Transjordanienne* s'élèvent à 3,5 millions de livres sterling. On dit que ces frais seront couverts par les excédents des budgets des années à venir, ce qui paraît raisonnable, puisque l'ensemble du budget de la Transjordanie, pays fort pauvre, s'élève pour cette année à 2 430 000 livres sterling !

Il va sans dire que les gouvernements arabes des pays du Moyen-Orient firent tout leur possible pour placer ces formidables dépenses sur le dos des masses qu'ils oppriment. Des impôts spéciaux sur la consommation d'une série de produits de première nécessité furent introduits dans plusieurs des pays mentionnés ci-dessus. Mais cela ne suffisait pas pour permettre aux féodaux et aux bourgeois arabes de « liquider » les résultats de leur aventure politique en Palestine ou pour guérir leurs pays respectifs des maux financiers aggravés par suite de la guerre. C'est pourquoi une nouvelle vague de prêts et d'investissements étrangers — principalement américains — a déferlé sur le Moyen-Orient, rappelant le bon vieux temps de l'expansion impérialiste dans cette partie du monde. Une mission spéciale de la part de la Banque Internationale a visité le Moyen-Orient afin de chercher des possibilités d'investissements de capital américain dans cette partie du monde. D'après les sources américaines, celle-ci est devenue avec l'Afrique, le principal marché des investissements américains.

La première place sur la liste de l'expansion impérialiste est occupée par *le pétrole*. La situation qui a résulté en Syrie de la guerre palestinienne a finalement convaincu les classes dominantes de ce pays qu'elles ne pouvaient subsister sans les redevances des compagnies pétrolières. Après des mois d'opposition sous forme d'obstruction parlementaire et de manifestations populaires, le nouvel accord avec la Trans Arabian Pipeline C^o fut finalement ratifié en mai 1949. En outre, de nouvelles concessions pétrolières furent offertes aux compagnies américaines, tandis que des compagnies britanniques examinèrent les possibilités d'investissements dans le port de Lattaqia et les projets d'utilisation des eaux de l'Euphrate. D'autres compagnies américaines sont fiévreusement occupées à exploiter les ressources pétrolières égyptiennes sur les deux rives du golfe de Suez tandis que le capital américain ne néglige pas non plus, en même temps, les possibilités de l'industrie sidérurgique près d'Assouan et les plans de développement du Nil.

2 Il s'agit du coup d'Etat du colonel [Zaïm](#), depuis lors renversé à son tour. (Note du traducteur).

Cependant, en plus du pétrole, les principaux investissements d'aujourd'hui sont les prêts aux gouvernements, déguisés sous la forme d'une aide de la part de la Banque Internationale ou de la Import-Export Bank des États-Unis. Selon diverses sources, l'Irak aurait demandé un prêt de 48 millions de dollars ou même de 100 millions de dollars à l'International Bank. En même temps, le gouvernement de l'Irak négocie avec la Grande-Bretagne un prêt de 15 à 20 millions de livres sterling. Selon les rapports du journal égyptien *al Misri*, l'Égypte a demandé un prêt de 15 millions de livres sterling à la Banque Internationale. Israël, dont l'économie a été épuisée par la guerre et la nouvelle immigration de masse, à un degré au moins égal à celui des pays arabes, vient déjà de recevoir un prêt de 100 millions de dollars des États-Unis. Ainsi, la guerre palestinienne a créé l'atmosphère nécessaire pour faciliter sur place cette nouvelle vague d'impérialisme économique.

La bourgeoisie des pays arabes a en même temps perdu la plupart des gains réalisés au cours de la seconde guerre mondiale. La grande accumulation de capital provenant des dépenses militaires des Alliés durant la guerre ; l'absence de concurrence de la part de marchandises étrangères ; le déclin général de l'impérialisme britannique avaient considérablement renforcé les positions de la bourgeoisie arabe, surtout de la bourgeoisie égyptienne, dans ses rapports avec l'impérialisme et les capitaux de la Grande-Bretagne. Ce processus s'était manifesté par exemple dans la promulgation de la loi égyptienne sur les sociétés (Egyptian Company Law) qui entra en vigueur le 4 novembre 1947. D'après cette loi, au moins 40 % des directeurs de toute société par actions établie en Égypte doivent être des Égyptiens ; le nombre des employés égyptiens ne doit pas être inférieur à 75 % du personnel et leurs revenus pas inférieurs à 65 % des salaires payés ; le nombre total des ouvriers égyptiens ne doit pas être inférieur à 90 % et leur rémunération pas inférieure à 80 % de la rémunération payée. Trois ans étaient laissés aux firmes pour amener le pourcentage de leurs employés et ouvriers égyptiens au niveau exigé. En plus, au moins 51 % des actions de toute nouvelle société par actions et de toute augmentation de capital devront être réservés à des Égyptiens. Mais la première épreuve de force après la guerre palestinienne montra l'incapacité de la bourgeoisie égyptienne à appliquer effectivement cette loi. Quand la Compagnie du Canal de Suez mit le gouvernement au défi d'appliquer la loi, un accord spécial fut signé entre cette compagnie et le gouvernement égyptien le 7 mars 1949, suivant lequel l'Égypte ne recevra que 5 au lieu des 11 nouveaux postes dans le Conseil d'Administration (composé de 32 administrateurs parmi lesquels il n'y avait jusqu'à maintenant que deux Égyptiens), et non pas au cours de 3 mais de 15 ans ! Le renforcement des éléments égyptiens chez les employés est mentionné en termes généraux, mais on ne donne de pourcentages fixes que pour les employés nouvellement recrutés, et ce sans indiquer un quelconque délai. L'accord ne comporte aucune clause concernant la part égyptienne dans d'éventuelles nouvelles émissions d'actions. D'autre part, M. [Tuck](#), jadis ambassadeur des États-Unis en Égypte, est devenu l'an dernier membre du Conseil d'Administration de la Compagnie du Canal de Suez. Ainsi, la domination par le capital étranger des sociétés par actions égyptiennes et du Moyen-Orient en général, a été énormément renforcée au cours de l'année écoulée, et la bourgeoisie locale n'a pas été capable de faire un seul pas sérieux dans la création de la base nécessaire à une économie nationale indépendante.

La guerre en Palestine, capital politique pour l'impérialisme

Tout en facilitant la nouvelle vague de pénétration économique, la guerre en Palestine a servi les puissances impérialistes également en tant que moyen de renforcement de leurs positions politiques dans le Moyen-Orient arabe. Le courant général de chauvinisme provoqué par la guerre dans tout le Moyen-Orient a été très utile pour détourner les sentiments anti-impérialistes des masses arabes contre les minorités juives et autres de ces pays. Pendaions de Juifs en Irak et sentences de mort prononcées contre ceux qui s'évadaient du pays ; persécution des communautés juives de Damas et d'Alep en Syrie ; emprisonnement de beaucoup de Juifs égyptiens dans des camps de concentration et confiscation de leur propriété, tout cela créa l'atmosphère dont l'impérialisme avait besoin pour réaliser ses plans. Alors qu'en septembre 1947, l'échec subi par l'Égypte au Conseil de Sécurité de l'O. N. . avait provoqué de grandes manifestations de masse, auxquelles participèrent entre autres les ouvriers et les employés des arsenaux de l'Armée égyptienne, il n'y eut pas en octobre 1948, de réaction à la déclaration britannique selon laquelle « vu la situation internationale », la Grande-Bretagne n'était pas prête à retirer ses troupes d'Égypte, conformément aux promesses faites antérieurement. Au contraire, la clique féodale au pouvoir en Égypte a pu se maintenir par une dictature militaire au cours de toute cette période sans même essayer d'obtenir un soutien populaire par des promesses d'amélioration du sort des masses ou par des proclamations relatives à la « libération de l'Égypte de la domination impérialiste » — promesses faites par le parti Wafdiste qui représente plutôt la bourgeoisie — parce que l'attention des masses se trouvait constamment détournée vers des attaques terroristes contre les minorités non-égyptiennes. Dans ces conditions, le gouvernement a même pu parler de reprendre en considération le pacte [Bevin-Sidqi](#) qui, en 1946, n'avait pu être ratifié par l'Égypte devant la menace directe d'une révolution.

Mais c'est plus au sud que l'impérialisme britannique a frappé son coup principal. Sous le couvert de la guerre palestinienne, la Grande-Bretagne réalisa à une vitesse accélérée la séparation définitive du Soudan de l'Égypte et y installa une soi-disant « Assemblée Législative » composée essentiellement de chefs de tribu pro-britanniques nommés par le gouverneur britannique, Assemblée ne disposant d'ailleurs d'aucun pouvoir réel si ce n'est de se prononcer, après coup, d'accord avec toutes les décisions prises par le Gouverneur. L'Assemblée n'a même pas le droit de proposer des changements au budget annuel. L'Égypte ne fit rien quand des « élections » pour cette Assemblée furent organisées le

15 novembre 1948, ou quand l'Assemblée se réunit au début de 1949. Il n'y eut qu'une déclaration de désaccord de la part du gouvernement égyptien. Entre temps, effrayée par la possibilité d'une collaboration entre le mouvement national et ouvrier anti-impérialiste au Soudan qui se renforça énormément pendant les derniers mois, et le mouvement anti-impérialiste des travailleurs égyptiens, la bourgeoisie égyptienne s'efforça d'arriver à un accord avec la Grande-Bretagne en vue d'obtenir sa part dans l'exploitation du Soudan.

Un développement similaire eut également lieu au cours de l'année dernière en Irak. Il y a seulement 18 mois, en janvier 1948, de grandes manifestations de masses d'étudiants et de travailleurs se produisirent lors de la conclusion du traité de Portsmouth entre Bevin et le Premier Ministre irakien pro-britannique Saleh Jabr. Ce traité confirmait le droit de la Grande-Bretagne d'utiliser l'Irak comme base militaire pour protéger ses intérêts dans le Moyen-Orient. Au bout d'une semaine de manifestations, le régent fut forcé de dénoncer le traité, et une seconde semaine de violentes manifestations de masses aboutit à la démission de Saleh Jabr qui se réfugia à l'étranger. De nouvelles manifestations éclatèrent en mars 1948 contre la conclusion du Traité d'Alliance entre la Grande-Bretagne et la Transjordanie. Mais une année de guerre en Palestine a suffi pour permettre à l'impérialisme britannique de regagner toutes ses positions dominantes dans la politique irakienne. A partir d'octobre 1948, les politiciens pro-britanniques de l'Irak pénétrèrent à nouveau l'un après l'autre dans les ministères, à commencer par Shaker al-Wadi (qui signa le Traité de Portsmouth en tant que ministre de la Défense Nationale). De nouvelles manifestations furent alors violemment réprimées. Ces événements culminèrent le 6 janvier 1949 avec la nomination de [Nuri Pasha Said](#), l'agent par excellence de l'impérialisme britannique dans le Moyen-Orient, comme Premier Ministre de l'Irak.

Le cours des événements en Egypte et en Irak au cours de l'an dernier a démontré clairement le point auquel les classes dominantes féodales et bourgeoises du Moyen-Orient arabe sont devenues dépendantes de l'aide et du soutien impérialistes. La guerre palestinienne fut pour ces classes une preuve suffisante de la nécessité d'une alliance avec l'impérialisme. Les événements ont démontré en outre que ces classes non seulement sont devenues incapables de mener une lutte quelconque contre l'impérialisme pour l'indépendance de leur nation, mais encore qu'elles sont tout à fait incapables de faire ne fût-ce qu'un premier pas sur la voie de la suppression des tendances féodales particularistes qui dominent le Moyen-Orient. La Ligue Arabe, créée par l'impérialisme britannique essentiellement dans le but de coordonner et de concentrer l'attention des masses du Moyen-Orient sur le problème de la Palestine, n'a même pas été capable de coordonner les actions militaires au cours de la guerre palestinienne. A la fin des opérations militaires, chacun des fronts des pays arabes s'effondra séparément, et une profonde division se fit jour entre le bloc égyptien et le bloc hachémite³. De plus, au cours des derniers dix-huit mois, une séparation complète entre la Syrie et le Liban fut accomplie, les frontières furent fermées et les barrières douanières érigées, le Liban restant dans la zone franc et la Syrie abandonnant celle-ci (Il faut se rappeler que, même au temps de la domination française, qui favorisa la séparation ainsi que des querelles constantes entre ces pays, leur unité économique avait toujours été maintenue). Ajoutons-y la création du nouvel Etat-nain d'Israël pour compléter l'image de la balkanisation du Moyen-Orient. L'impérialisme a réussi à ériger de nouvelles frontières, afin d'empêcher le contact entre le mouvement ouvrier des différents pays du Moyen-Orient arabe d'une part, et afin de constituer des « blocs » séparés conformément à ses propres intérêts, d'autre part.

Recul du mouvement ouvrier

Il serait vain de nier que la période comprise entre mai 1948 et mai 1949 a été une période de stagnation du mouvement ouvrier dans l'Orient arabe, sauf peut-être pour quelques pays à la périphérie des Etats arabes, comme le Soudan (où sont nés quelques syndicats puissants qui ont pris part à la lutte politique du mouvement anti-impérialiste soudanais) ou Chypre (qui avait peu de liens avec les pays arabes et moins encore avec la guerre palestinienne). Cette stagnation était évidemment naturelle en présence de la création d'Israël, de la guerre et de l'atmosphère chauvine due à celle-ci. Cependant la classe ouvrière arabe au Moyen-Orient n'a pas été vaincue dans une lutte décisive, et par conséquent elle est capable de tirer les leçons des événements de l'an dernier.

Mais des changements comparables à une grande défaite de la classe ouvrière se sont produits dans un endroit du Moyen-Orient, en Palestine même. La fuite massive des Arabes de Haïfa, centre de la classe ouvrière palestinienne (raffineries de pétrole, ateliers de chemins de fer...), de Jaffa et du reste de la plaine côtière entraîne l'annihilation complète de la classe ouvrière arabe de Palestine (ainsi que, soit dit en passant, l'annihilation de tout le développement capitaliste progressif de parties de la société arabe de Palestine). La coopération des ouvriers arabes et juifs à Haïfa dans les grandes grèves d'ouvriers et d'employés d'Etat au printemps de 1946 ou dans la grève des raffineries de pétrole au début de 1947 avait une importance dépassant le cadre local. La barrière entre ouvriers arabes et juifs qui avait été construite par l'impérialisme, le sionisme, et la réaction arabe et qui avait été rompue à diverses reprises — par exemple au cours des grèves mentionnées ci-dessus, — a maintenant été renforcée par des frontières politiques entre Etats belligérants ou du moins rivaux, éliminant un contact physique entre ouvriers arabes et juifs.

Dans les autres pays du Moyen-Orient, la guerre de Palestine, a laissé des traces. En Égypte le mouvement ouvrier n'est jamais revenu au point culminant de février 1946 lorsque, pendant quelques jours, le Comité des Ouvriers et des

3 La famille des Hachémites est la dynastie royale de Transjordanie poursuivant comme but la constitution de la Grande Syrie. (Note du traducteur)

Etudiants était maître des rues du Caire et d'Alexandrie. Cependant il allait y avoir encore de nouvelles grandes luttes, des grèves. En septembre 1947, par exemple, une grève éclata à l'usine de textile de Mehella-al-Kubra où sont employés environ 30.000 travailleurs. La grève aboutit à des conflits armés avec la police. Le 5 avril 1948, c'est la police elle-même qui se mit en grève pour revendiquer de meilleures conditions de travail. Dans la grève d'Alexandrie, des milliers de travailleurs abandonnèrent les usines et organisèrent une énorme démonstration qui fut accompagnée par les policiers en grève dont une partie était armée. Il fallut deux jours à l'armée égyptienne pour parvenir à rétablir l'ordre après que la loi martiale eut été proclamée. Il faut souligner que cette grève n'était que le point culminant de toute une série de grèves et de conflits dans les compagnies pétrolières, les usines de textile, les sucreries et les compagnies de transport (dont le Canal de Suez) qui éclatèrent en mars et en avril 1948.

Mais un mois plus tard, en mai 1948, commença l'invasion de la Palestine et l'état de siège fut proclamé. Une nouvelle offensive fut déclenchée contre toute activité indépendante des syndicats, des arrestations de travailleurs et d'intellectuels de gauche furent opérées. De vastes camps de concentration furent établis pour tous ceux qui étaient catalogués communistes, l'un de ces camps étant fixé à al-Tor, un lieu d'exil pour les criminels renommé pour sa mortalité élevée ! Ainsi la guerre palestinienne entraîna un ralentissement de l'activité ouvrière politique et syndicale en raison de la répression policière et de l'état de siège qui fut maintenu en mai 1949 pour toute une année après la cessation des hostilités. En outre, le gouvernement et les classes dirigeantes égyptiennes, qui ont toujours tenté de convaincre les masses égyptiennes que le communisme est un mouvement de minorités non-égyptiennes vivant en Egypte, s'efforcent maintenant de relier celui-ci à l'espionnage israélien et sioniste.

Cependant en Egypte, à la différence de certains autres pays, les efforts pour tourner l'attention des masses sur la palestinienne et le danger sioniste ont échoué dans une grande mesure. Si heureux que ce soit pour les futures luttes de la classe ouvrière égyptienne, cela provenait en partie d'une certaine apathie de la part des travailleurs organisés en Egypte à l'égard du mouvement ouvrier des autres pays arabes par suite de l'incapacité des dirigeants syndicaux staliniens à coordonner l'organisation et les luttes des travailleurs organisés dans tout le Moyen-Orient.

La croisade contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier déferla sur la Syrie et l'Irak. Tous les syndicats qui n'étaient pas liés au gouvernement furent brutalement interdits et nombre de leurs dirigeants arrêtés. Deux semaines après la résolution de l'O. N. U. divisant la Palestine, le P. C. de Syrie était mis hors la loi. En Irak, une série de dirigeants et de membres de l'organisation stalinienne illégale fut exécutée. Même au Liban où les communistes disposaient d'une liberté plus grande, [Mustafa al-Aris](#), l'un de leurs dirigeants et le représentant des syndicats du Moyen-Orient à la F. S. M., fut arrêté le 19 novembre 1948.

Mais tandis que l'activité de la classe ouvrière égyptienne ne connut qu'une certaine stagnation en raison de la répression policière, le mouvement ouvrier de Syrie et d'Irak a subi une défaite morale considérable. Une des principales raisons en fut l'appui que la bureaucratie soviétique donna à la partition de la Palestine par l'O. N. U. Les classes dirigeantes syriennes ont réussi à inciter ceux qui, le 1^{er} décembre 1947, manifestaient contre la partition à attaquer le siège stalinien à Damas. Les staliniens syriens et irakiens qui avaient toujours été d'ardents adversaires de la partition, la reliant à juste titre au plan impérialiste d'asservissement du Moyen-Orient (soulignant le fait que la partition concordait avec le plan d'une Grande Syrie) du jour au lendemain cessèrent toute opposition en raison de la position des Russes et firent un de leurs fameux tournants à 180°. Quelques années auparavant, les staliniens avaient été occupés à former des comités communs avec des partis féodaux et chauvins en Irak, en Syrie et en Palestine pour combattre la partition et le sionisme. Les gouvernements réactionnaires de Syrie et d'Irak n'eurent donc pas de mal à identifier le communisme au sionisme aux yeux des masses, ce qui ajouta une défaite morale à la répression policière. Le stalinisme fut abandonné par plusieurs de ses principaux dirigeants en Syrie, au Liban, en Irak et dans les parties arabes de la Palestine, ceux-ci passant au camp de la réaction.

En outre, en Syrie et en Irak, les agents féodaux de l'impérialisme dans une certaine mesure parvinrent à infecter de leur poison chauvin les masses politiquement conscientes des villes. Par exemples les manifestations de Bagdad qui dénoncèrent la rentrée des politiciens pro-britanniques dans le cabinet irakien n'exprimèrent aucune opposition à l'aventure palestinienne de l'armée irakienne, au contraire elles demandèrent la poursuite de la guerre contre les Juifs. Ce courant chauvin fut fortifié par le fait que, contrairement à l'armée égyptienne, ni l'armée syrienne ni l'armée irakienne ne subirent de grandes défaites sur le champ de bataille palestinien. Aussi les mouvements ouvriers de Syrie et d'Irak pourront se montrer plus difficile et plus pénible à relever que celui d'Egypte.

Faillite totale de la politique stalinienne

Les événements des deux dernières années au Moyen-Orient, le sort des partis staliniens dans cette partie du monde, et le tournant politique de ces partis qui se produisit après que la Russie eut changé son attitude dans la politique du Moyen-Orient, ne font que prouver trop clairement la faillite totale du programme stalinien développé pendant plus d'une décennie et demie dans les pays arabes. Conformément à leur politique, mondiale, les staliniens se sont abstenus dans le Moyen-Orient de toute politique ouvrière indépendante, ils ont flatté tes leaders nationalistes féodaux et bourgeois, ont tenté de former avec ceux-ci des « fronts populaires » et ont prêché « l'unité nationale ». On pourrait remplir un livre d'exemples de la manière dont les staliniens arabes ont omis le socialisme de leur programme,

dont ils ont même renoncé à la revendication du partage des propriétés féodales, dont ils se sont opposés aux grèves dans les « établissements nationaux » et dont « l'unité nationale » est devenue leur but principal. Nous nous limiterons à l'attitude des staliniens arabes envers les deux forces qui eurent le rôle principal dans l'Orient arabe dans la réalisation du plan impérialiste d'incitation à la guerre palestinienne : les dirigeants des Arabes de Palestine et la Ligue arabe.

Les staliniens arabes de Palestine avaient pour ligne politique fondamentale d'amener la direction féodale réactionnaire des Arabes de Palestine à une alliance « d'unité nationale » avec l'organisation stalinienne, la « Ligue pour la libération nationale ». En même temps les staliniens juifs conservaient leur propre organisation distincte, le « P. C. de Palestine », (avec la bannière bleue et blanche du sionisme) Lorsque le parti du Mufti, le soi-disant « parti arabe », reprit officiellement son activité après la guerre, le secrétaire de la « Ligue » stalinienne lui adressa le télégramme suivant : « **La LIGUE POUR LA LIBERATION NATIONALE de Palestine vous envoie ses félicitations pour la décision de votre parti national de reprendre son activité et nous pensons que cette décision nous aidera tous à unir nos efforts pour servir notre chère patrie.** » [al-Ittihad](#), n° 1).

Mais, pour ne pas être injuste à leur égard, nous devons rapporter que les staliniens ont soutenu d'autres gens que le plus réactionnaire représentant des intérêts féodaux en Palestine, le parti du Mufti. Quand [Mussa-al-Alami](#) — qui, plus tard, devint le dirigeant d'une opposition quelque peu urbaine au parti du Mufti — fut nommé représentant des Arabes palestiniens aux pourparlers pour la formation de la ligue arabe, l'organe stalinien écrivit : « Le peuple arabe en Palestine voit dans l'élection de Mussa al-Alami comme représentant à ces pourparlers un premier pas, et un grand pas dans la direction de l'unité nationale en Palestine. » (*al-Ittihad*, n° 1). Aujourd'hui al-Alami est le porte-parole de l'Angleterre et du roi [Abdullah](#).

L'attitude stalinienne envers la Ligue arabe ne fut guère meilleure. Après sa formation, les staliniens égyptiens écrivirent dans leur journal [al-Fagr al-Gadid](#) (16 mai 1945) :

« La Ligue arabe... constitue un soutien de ta tendance mondiale dominante de cette époque, la lutte contre l'impérialisme fasciste... La Ligue arabe ne restreint pas les droits nationaux souverains de ses membres. Elle garantit les droits, les renforce et les défend contre toute violation. Bien plus, elle œuvre à la réalisation des droits nationaux des nations qui en sont membres et les remplit d'espoirs, de liberté et d'indépendance. Il n'y a pas de doute que la Ligue arabe réussira à atteindre ce but aussi longtemps que sa politique restera basée sur une liaison de la cause nationale arabe à la situation générale internationale et aussi longtemps qu'elle croira que l'histoire tend énergiquement au renforcement des libertés des peuples et de leurs droits nationaux... »

Avec cette politique, il n'y a pas de doute que les staliniens du Moyen-Orient contribuèrent à renforcer le prestige des leaders arabes chargés de réaliser le plan impérialiste de guerre raciale et d'écrasement de la classe ouvrière dans le Moyen-Orient.

Les staliniens arabes s'alignèrent immédiatement sur le changement de la politique étrangère russe. Un tract publié au début d'avril 1949 et signé des partis staliniens de plusieurs pays du Moyen-Orient déclarait : « La guerre palestinienne a prouvé de façon indiscutable que la Ligue arabe n'est qu'un instrument aux mains de l'impérialisme, un antre d'intrigues et de trahisons contre les peuples arabes. » Il semble que la Ligue arabe ait surtout trahi les illusions staliniennes. Mais le même tract parle encore d' « unité nationale » et de « front populaire », bien qu'on n'y ait pas encore désigné le nouveau partenaire destiné à trahir les nouvelles illusions.

Sur l'arène palestinienne le tournant fut même plus accusé. Les mêmes staliniens arabes qui avaient salué le parti du Mufti et Mussa al-Alami ont maintenant — dans l'Etat d'Israël — fusionné avec le parti stalinien juif et rejoint les staliniens juifs dans leurs louanges pour la création de cet Etat. Leur programme commun pour les élections au Parlement juif commençait par les mots : « De l'interdiction nous sommes passés à la liberté ! » Il ne manqua qu'une répudiation de leur politique antérieure. Mais on y obvia rapidement dans une brochure en arabe publiée en septembre 1948 sous le titre « **Pourquoi nous devons combattre pour un Etat arabe en Palestine** » (conformément à la résolution des Nations Unies sur la partition).

« Nous-mêmes partageons la responsabilité (de la catastrophe de la société arabe en Palestine) à cause de la faute commise dans notre politique d'unité nationale. Notre revendication d'une unité nationale totale, y compris la direction du mouvement national avec des éléments nationaux sincères, était en réalité une couverture pour la trahison de cette direction. Notre devoir aurait dû être de démasquer le véritable caractère de celle-ci devant les masses, d'une manière explicite et courageuse afin de l'empêcher de diriger le peuple et de poursuivre ses abominables crimes. »

Combien juste, mais combien tard. Cependant l'ancien amour n'était terminé que pour en commencer un nouveau — dont on peut déjà discerner les signes. Quand l'armée d'Israël s'empara du village égyptien d'Abu-Ageila en décembre 1948, elle trouva un camp de concentration égyptien plein de staliniens arabes de Hébron, Gaza et autres lieux qui avaient été occupés par l'armée égyptienne. Bien qu'ils aient été internés pour leur opposition à la guerre, ils n'ont pas été libérés mais transférés immédiatement dans un camp de concentration israélien où ils sont restés internés jusqu'à ce jour.

Et maintenant ?

Comme nous l'avons vu, la guerre palestinienne a fait un pas de plus dans la balkanisation du Moyen-Orient. L'impérialisme anglo-américain est parvenu à créer une situation dans laquelle il est capable de traiter séparément avec chaque Etat de la façon la plus commode pour la réalisation de ses plans économiques et politiques. La guerre a fourni l'occasion de réprimer la classe ouvrière dans l'Orient arabe, et la politique stalinienne a eu sa part dans la démoralisation du mouvement ouvrier. La question est maintenant de savoir quelles sont les perspectives de la classe ouvrière du Moyen-Orient pour le proche avenir.

Comme tout processus historique, les récents développements dans le Moyen-Orient ne manqueront pas d'avoir des effets dialectiquement opposés. Le rétablissement après la guerre des liaisons du Moyen-Orient avec l'Amérique et l'Europe a provoqué une grave crise dans les industries indigènes qui s'étaient développées pendant la guerre. La Syrie a souffert d'un chômage grave et l'industrie égyptienne, notamment le textile, menacée par l'absence de marché intérieur, ressent la nécessité d'exporter et de concurrencer les produits étrangers.

Toutefois les plus fortes concentrations ouvrières sur cette partie du globe ont toujours été effectuées par des capitaux étrangers. Les nouveaux investissements de capitaux étrangers, notamment de capitaux américains (pétrole, plans de développement, etc.) entraîneront de nouvelles grandes concentrations d'ouvriers et d'organisations ouvrières. En outre, ces investissements et ces plans s'effectuant sur l'échelle du Moyen-Orient, la classe ouvrière arabe sera confrontée par l'urgente nécessité de coordonner ses luttes des différents pays de l'Orient arabe. Il y a lieu de noter que la seule grève dans ces pays qui dépassa les frontières fixées par l'impérialisme, se produisit à l'**Iraq Petroleum Co**, qui opère sur tout le Moyen-Orient.

En même temps, les difficultés des pays du Moyen-Orient à s'approvisionner et à trouver des marchés feront connaître les souffrances extrêmes que les masses du Moyen-Orient subissent en raison des divisions introduites par l'impérialisme. Il va sans dire qu'en cas de nouvelle crise économique mondiale, ces souffrances se transformeront en une catastrophe pour les masses du Moyen-Orient.

Politiquement, la guerre palestinienne n'aura pas que les conséquences immédiates décrites ci-dessus. Il est bien vrai que le chauvinisme a été nourri, qu'un état de tension permanente a été créé, que le Moyen-Orient est plus divisé qu'il ne l'a jamais été. Mais la guerre palestinienne a aussi prouvé une chose, à savoir la dépendance totale de la bourgeoisie et des chefs féodaux du Moyen-Orient envers l'impérialisme, leur impuissance à diriger même la moindre lutte contre l'impérialisme et leur incapacité totale à surmonter le particularisme et l'esprit de clocher. Bien plus, la défaite militaire et la responsabilité de la création d'un demi-million de réfugiés arabes (responsabilité partagée bien entendu par l'impérialisme britannique et les massacres sionistes, comme à Deir Yassin, Lydda, Galilée et autres lieux) ont, dans une grande mesure, miné le prestige et l'influence politique de la direction féodale et bourgeoise arabe.

Mais cela ne signifie pas une radicalisation automatique des masses arabes. Tant qu'il n'y aura pas une direction communiste révolutionnaire capable de diriger les désillusions des masses sur des voies de classe progressives, des fanatiques religieux ou des « héros » militaires les tourneront vers la haine raciale et des émeutes communalistes, entraînant la petite bourgeoisie urbaine et le lumpenproletariat des énormes taudis du Caire, d'Alexandrie, d'Alep, de Beyrouth et de Bagdad. Mais une chose est claire : la marge de manœuvres staliniennes dans les questions de « l'unité nationale » et du « front populaire » a considérablement été réduite.

La classe ouvrière du Moyen-Orient aujourd'hui a pour tâche première de revendiquer la légalisation des syndicats et des organisations ouvrières. Mais l'objectif principal vers lequel doivent tendre les groupes trotskystes du Moyen-Orient, c'est l'unification des travailleurs par-dessus les frontières impérialistes. Notre ancien mot d'ordre — un Congrès des syndicats de tout le Moyen-Orient — non seulement reste encore valable, mais a acquis plus d'importance, dans la nouvelle situation.

Aujourd'hui, après l'expérience de la guerre palestinienne, les dirigeants staliniens de quelques syndicats du Moyen-Orient auront plus de difficulté pour saboter cette unification, comme ils le firent dans le passé afin d'éviter de nuire à leurs rapports avec la classe ouvrière. (Interrogé pour savoir les raisons de son opposition à un Congrès des travailleurs du Moyen-Orient dans le cadre de la F. S. M., Mustafa al-Aris, représentant stalinien de la F. S. M., répondit un jour que, dans ce cas, il serait obligé d'inviter également l'Histadrout juif, ce qu'il désirait éviter.)

Un Congrès des travailleurs du Moyen-Orient serait le meilleur moyen pour éliminer l'esprit de clocher et le chauvinisme, et pour coordonner la lutte dans les différents pays. Basé sur une politique internationaliste, il pourrait faire appel aux ouvriers appartenant aux minorités nationales, y compris aux ouvriers juifs. Il pourrait devenir le noyau des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

La lutte des travailleurs du Moyen-Orient peut avoir à faire face prochainement à une répression sévère. Ni les classes dirigeantes locales dont la position est devenue très précaire, ni l'impérialisme pour lequel le Moyen-Orient a acquis une importance économique et stratégique essentielle ne peuvent se permettre, une politique libérale à l'égard des travailleurs et du mouvement ouvrier. Seule l'action concertée et l'organisation commune des travailleurs d'Egypte, des deux parties de la Palestine, de la Syrie, du Liban et de l'Irak peuvent réussir à surmonter cette répression, à libérer

les masses laborieuses des ouvriers et des pauvres fellahs du joug étranger et indigène et à construire une société nouvelle.

Mai 1949.